

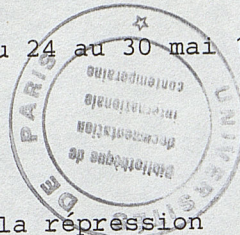


# ENFOPRENSA

AGENCIA CENTROAMERICANA DE NOTICIAS

6° année / N° 271

du 24 au 30 mai 1988



## POLITIQUE

La CNR appelle au dialogue national  
L'UNRG : La tentative de coup d'Etat a aggravé la répression  
Des hommes d'affaires se démarquent du gouvernement  
Démission d'un membre de la CNR  
Appui présidentiel à de jeunes officiers  
TASS et Prensa Latina contraintes de quitter le Guatemala  
Le Guatemala perd les élections à la CDH/ONU  
La police intervient contre les travailleurs de Lunafil  
A nouveau des fumigations

## INSURRECTION

22 pertes pour l'armée

## MOUVEMENT POPULAIRE

Les banques paralysées  
L'UNSI TRAGUA proteste contre l'agression de Lunafil  
X° anniversaire de la tuerie de Panzos

## DROITS DE L'HOMME

CDHG : La violence comme politique de l'Etat  
Le recrutement forcé se poursuit dans le Quiché  
Sept victimes de la violence

4° P. 12315

POLITIQUE

LA CNR APPELLE A UN DIALOGUE NATIONAL

L'archevêque Rodolfo Quezada Toruno, président de la Commission nationale de réconciliation (CNR) a annoncé le 26 mai que des représentants de cette organisation se rendraient prochainement à San José de Costa Rica afin de connaître la volonté politique des insurgés de s'incorporer à la vie civile ; il a confirmé que la CNR appellerait dans les deux mois à un dialogue national réunissant "tous les acteurs principaux de la vie du pays".

Le dialogue aborderait les points suivants : le renforcement de la démocratie, le problème de la violence, la fin du conflit entre les Guatémaltèques, la situation des populations déplacées et des réfugiés, les veuves et les orphelins de la violence, la qualité de la vie des majorités et la question agraire.

La CRN essaiera d'établir le dialogue entre le gouvernement du président Cerezo et l'Unité nationale révolutionnaire guatémaltèque (URNG).

L'URNG : LA TENTATIVE DE COUP D'ETAT A AGGRAVE LA REPRESSION

Selon la station de radio "Voz popular", organe de l'URNG, "le fragile espoir de trouver un chemin vers la démocratie s'est affaibli après la tentative de coup d'Etat ; les mesures contre-insurrectionnelles et anti-populaires se sont accrues". "Voz popular" estime que, dans la pratique, le président Cerezo "n'est qu'un pantin du pouvoir militaire" ; il se soumet aux injonctions de l'armée et chaque jour qui passe "rétrécit davantage les espaces politiques".

La station de radio condamne la décision gouvernementale d'interdire les émissions de la chaîne de télévision "Canal 3", considérant qu'il s'agit "d'une limitation du droit d'expression et de pensée".

DES HOMMES D'AFFAIRES SE DEMARQUENT DU GOUVERNEMENT

Le Comité de coordination des associations agricoles, commerciales, industrielles et financières (CACIF), a condamné le 26 mai l'interdiction de "Canal 3", estimant que cette décision constitue une violation de la constitution de la république. L'Union nationale des éleveurs (UNAGRO) et la Chambre de l'industrie du Guatemala (CIG), ont également demandé la levée de l'interdiction et le respect des droits de l'opposition.

L'UNAGRO a par ailleurs rejeté toute possibilité de dialogue, en raison de "la violation constante des principes constitutionnels par l'actuel gouvernement".

DEMISSION D'UN MEMBRE DE LA CNR

Le 27 mai, l'avocat Mynor Pinto Acevedo, ex-président du Collège des avocats du Guatemala, a présenté sa démission du poste qu'il occupait à la Commission nationale de réconciliation.

Dans la lettre adressée au président Cerezo, l'avocat déclare : "votre gouvernement m'a fait l'honneur de me considérer comme l'un des citoyens indépendants dignes d'intégrer, aux côtés d'autres personnalités distinguées, la CNR ; vous m'avez chargé de vérifier la mise en vigueur des accords passés entre les gouvernements centraméricains en vue d'établir une paix ferme et durable en Amérique centrale". Néanmoins, Pinto Acevedo conclut : "Les circonstances m'obligent à vous présenter ma démission de manière irrévocable de ladite commission".

APPUI PRESIDENTIEL A DE JEUNES OFFICIERS

Le président Cerezo a lancé un appel au maintien de l'union entre le peuple et l'armée pour continuer à travailler au développement national ; célébrant le 24 mai le V° anniversaire de la création de la zone militaire de Playa Grande, dans le département du Quiché, il a fait l'éloge de l'activité contre-insurrectionnelle des officiers subalternes sur les différents fronts du pays.

Le 26 mai, au cours d'une entrevue accordée au journal télévisé "Siete dias", sur Canal 7, Cerezo a reconnu que le président du Guatemala partage le pouvoir, notamment avec l'armée ; il a nié avoir jamais demandé à la guérilla de déposer les armes comme préalable à l'ouverture d'un dialogue ; il a néanmoins souligné que la position du gouvernement est que personne ne peut faire de politique avec les armes.

Le président Cerezo avait auparavant déclaré au Washington Post que les critiques des jeunes officiers étaient "relativement vraies", dans la mesure où le gouvernement nord-américain n'a remis que 2 millions de dollars des 7,4 promis cette année au titre de l'aide militaire ; toute réduction de cette assistance pourrait avoir des effets "profondément négatifs" sur le maintien du contrôle politique au Guatemala.

#### TASS ET PRENSA LATINA CONTRAINTES DE QUITTER LE GUATEMALA

D'après une information rendue publique le 26 mai par le ministre des Relations extérieures, Alfonso Cabrera, les correspondants des agences de presse TASS (Union soviétique) et Prensa latina (Cuba) devront quitter le pays ; ils mettent en danger la sécurité nationale et le gouvernement ne peut garantir leur sécurité.

Le 18 mai dernier, l'agence TASS a subi un attentat à la bombe qui a causé 10 millions de dollars de dégâts matériels. L'attentat a été revendiqué par l'escadron de la mort Armée secrète anti-communiste (ESA).

De même source, on apprend la suspension de la représentation au Guatemala de l'Orchestre symphonique de Moscou, en raison des nombreuses menaces reçues à son encontre.

#### LE GUATEMALA PERD LES ELECTIONS A LA CDH/ONU

Les gouvernements colombien, cubain et panaméen ont été élus le 26 mai nouveaux membres, pour trois ans, de la Commission des droits de l'homme de l'Organisation des nations unies ; cette élection a eu lieu au siège du Conseil économique et social (ECOSOC) à New-York.

Le gouvernement guatémaltèque, soutenu par le département d'Etat des Etats-Unis, n'a obtenu que 11 voix au premier tour et a été éliminé.

L'élection de Cuba et du Panama, qui occupent les sièges laissés vacants par le Nicaragua et le Costa Rica, a été interprétée dans les milieux politiques comme une défaite des Etats-Unis qui soutenaient le Costa Rica et le Guatemala.

#### LA POLICE INTERVIENT CONTRE LES TRAVAILLEURS DE LUNAFIL

Environ 400 hommes de la brigade anti-émeutes de la police nationale ont pénétré en force dans la nuit du 25 mai dans l'usine textile Lunafil ; cette usine se trouve dans la municipalité de Atitlan, à 25 km au sud de la capitale ; elle est occupée par les travailleurs depuis le 9 juin 1987 qui protestent contre les injustices commises par la direction à leur égard.

Les policiers ont confisqué toutes les matières premières en stock, arrêté deux travailleurs et blessé par balle le secrétaire général du Syndicat des travailleurs de Lunafil, Julio Coj.

Les ouvriers de l'usine textile voisine, la Capritex, ont été également agressés alors qu'ils se portaient au secours de leurs camarades ; ils ont annoncé une grève générale en signe de protestation.

#### A NOUVEAU DES FUMIGATIONS

Le 23 mai, les gouvernements des Etats-Unis et du Guatemala ont repris les opérations de fumigations de plantes prétendues narcotiques dans les départements du Huehuetenango et de San Marcos.

Les avions spéciaux de la "Drug Enforcement Agency" ont effectué des vols de reconnaissance au-dessus de ces départements, qui sont le théâtre de fréquents affrontements entre la guérilla et l'armée. Le gouvernement guatémaltèque a annoncé l'emploi d'un nouvel herbicide pour réaliser ces opérations.

## INSURRECTION

### 22 PERTES POUR L'ARMEE

Au cours de la semaine dernière, les forces de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (UNRG) ont causé 33 pertes à l'armée, lors d'actions diverses : une attaque contre l'armée aux abords du volcan Tajumulco (département de San Marcos), l'assaut d'un véhicule militaire et l'occupation des villages San Lorenzo et Las Camelias (département de Chimaltenango) et l'occupation durant quatre heures de la localité de San Valentin (département du Peten).

D'autre part, l'UNRG a fait savoir le 30 mai que ses unités avaient causé 28 pertes à l'armée entre les 5 et 23 mai au cours de 21 opérations réalisées dans le département du Quiché (nord-ouest du pays). Elle a également attaqué un oléoduc situé à Alta Verapaz.

## MOUVEMENT POPULAIRE

### LES BANQUES PARALYSEES

Le 27 mai, les employés des 20 établissements bancaires, publics et privés, ont commencé une série d'arrêts de travail ; ils protestent contre les menaces et intimidations dont a été l'objet la direction du Syndicat des travailleurs de la banque de l'armée, récemment créé.

Les employés s'élèvent également contre les menaces de mort adressées aux conseillers de la Fédération syndicale des employés de banque et d'assurance (FESSEBS), les avocats Cesar Augusto Lopez Avila et David Felipe Tzay Avila.

Le mécontentement des grévistes s'est accru lorsqu'ils ont appris que les autorités de la banque militaire avaient déposé un recours auprès du Conseil constitutionnel pour l'annulation de l'enregistrement du syndicat.

### L'UNSTRAGUA PROTESTE CONTRE L'AGRESSION DE LUNAFIL

Le 28 mai, l'Union syndicale des travailleurs du Guatemala a protesté contre la répression et l'agression policières exercées sur les 39 travailleurs de l'usine Lunafil, en grève depuis le juin 87.

Selon l'UNSTRAGUA l'action "irresponsable, répressive et illégale des forces de sécurité" démontre que l'effort de modernisation de la police ne sert qu'à "réprimer le peuple travailleur qui réclame justice et le respect les lois en vigueur, ainsi que de ses droits les plus sacrés".

### X° ANNIVERSAIRE DE LA TUERIE DE PANZOS

Le 29 mai, l'Unité de l'action syndicale et populaire (UASP) a célébré le X° anniversaire de la tuerie commise par l'armée dans la localité kekchi de Panzos, Alta Verapaz.

Les forces contre-insurrectionnelles "kaibiles" avaient attaqué et ouvert le feu sur deux mille paysans indigènes réunis sur la place centrale de Panzos pour protester contre la confiscation de leurs terres par les latifundistes et les militaires. 600 paysans avaient été tués.

## DROITS DE L'HOMME

### CDHG : LA VIOLENCE COMME POLITIQUE DE L'ETAT

Le 28 mai à San José de Costa Rica, la Commission des droits de l'homme du Guatemala a rappelé que les violences se poursuivent au Guatemala, "à tel point que l'on peut assurer qu'il existe une politique d'Etat des violations des droits de l'homme."

Dans un document remis à la Commission de défense des droits de l'homme au Guatemala, la CDHG rapporte, pour 1986, 455 exécutions sommaires et 121 disparitions ; en 1987 il y a eu 427 exécutions et 112 disparitions ; de janvier à mars 88, 98 assassinats et 32 disparitions.

D'après ce document, "l'appareil clandestin de répression, qui dépend de l'armée, est intact ; il a été assez actif au cours des derniers mois, sous divers sigles". Le gouvernement n'a pris aucune mesure formelle "pour contrer l'ambiance de terreur qui affecte la société guatémaltèque".

#### LE RECRUTEMENT FORCE SE POURSUIT DANS LE QUICHE

Le 27 mai, la Commission des droits de l'homme du Guatemala a dénoncé la distribution forcée d'armes aux habitants de "triangle Ixil" afin qu'ils participent aux patrouilles d'auto-défense civile.

La CDHG demande au président Cerezo de respecter sa promesse selon laquelle le recrutement des patrouilles doit être fait sur la base du volontariat.

D'autre part, l'organisation humanitaire a réclamé le respect de l'intégrité physique des travailleurs de Lunafil, attaqués par la brigade anti-émeutes de la police nationale.

#### SEPT VICTIMES DE LA VIOLENCE

On apprend par la presse du 30 mai la découverte de sept cadavres portant des traces de torture ainsi que l'enlèvement de trois personnes, en différents points du pays.

Selon le maire-adjoint de El Escobillo, département de San Marcos, quatre des personnes assassinées avaient été enlevées par l'armée dans ce département.